

Tu dois assurer ton auto et
tu as entre 16 et 29 ans?

réinventons /
l'assurance en ligne

cyberpresse.ca

oin d'u

Publié le 13 mai 2009 à 09h17 | Mis à jour à 09h19

Le Maverick fait belle figure



Véronique Caya et Bruno Lortie ont tous deux été nommés joueurs par excellence du tournoi, le week-end dernier, lors du championnat canadien de l'Est de volley-ball, à Moncton.

Patrick Woodbury, Le Droit



Martin Comtois

Le Droit

Le brio de deux espoirs franco-ontariens n'a pas passé inaperçu au récent championnat canadien de l'Est de volley-ball. La performance dominante de leur équipe respective non plus.

Véronique Caya et Bruno Lortie, tous deux des attaquants, ont été nommés joueur par excellence du tournoi, le week-end dernier, à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

La première a défendu les couleurs des Maverick Ambush chez les filles de moins de 15 ans, tandis que le second s'alignait pour les Maverick Longhorns, dirigés par François St-Denis, chez les garçons U16.

Les deux clubs d'Ottawa ont raflé l'or. Les Longhorns ont défait une équipe de Scarborough en finale. Les Griffons de l'Outaouais ont raflé le bronze.

«Ce fut une très bonne année pour notre programme, même si nous ne mesurons pas uniquement nos résultats via ce qui se trouve sur le tableau indicateur», a soutenu hier une des dirigeantes du Maverick, Louise Gratton.

«Nous ne nous limitons pas seulement au développement de l'enfant comme athlète. Son développement social et psychologique fait partie aussi de nos objectifs.»

L'organisation du Maverick, dont 62% des joueurs sont francophones, avait vu sa formation masculine des moins de 18 ans remporter le titre canadien, la semaine précédente, à Ottawa.

Un autre de ses clubs, celui de l'entraîneur Joel Lavoie, a terminé deuxième à Moncton chez les filles U16. Deux de ses joueuses, Alexa Rouleau et Alix Durivage, ont notamment été nommées au sein de l'équipe d'étoiles.

Volet de haute performance

Comment expliquer les récents succès d'un programme qui existe depuis 25 ans?

Ses dirigeants ont mis en place un volet de haute performance, il y a cinq ans, marquant un virage important pour l'élite locale au sud de la rivière des Outaouais. Jumelée au volet développement, cette initiative a donné naissance à une jeune pépinière pour les équipes universitaires.

Plusieurs produits du Maverick feront le saut l'an prochain dans ces formations, principalement au Québec et en Ontario.

«Ce que les entraîneurs universitaires nous disent, c'est que les joueurs de chez nous possèdent une bonne technique, qu'ils sont bien développés. Ils sont prêts à passer au prochain niveau», a indiqué Mme Gratton.

«Les entraîneurs aiment ça. Ils n'ont pas besoin de revenir en arrière et enseigner à nouveau certaines techniques de base.»

Déjà, l'équipe féminine des moins de 15 ans attire l'attention des dépisteurs.

«Certains entraîneurs universitaires ont déjà commencé à venir voir des matches et à identifier certains joueurs.»

En croissance

Le Maverick compte 168 joueurs dans ses 15 équipes compétitives. Plus de 550 autres jeunes athlètes participent aux activités des formations inscrites dans les ligues maisons, scolaires ou celles des camps d'été.

La croissance du programme devrait se poursuivre.

Plusieurs ententes de partenariat avec des écoles francophones de l'est d'Ottawa, dont Franco-Cité et Louis-Riel, ont été conclues ces dernières années. Un pacte doit être finalisé sous peu avec les responsables de l'école Béatrice-Desloges en vue de la prochaine saison.

L'utilisation des gymnases fait partie des services, tout comme une collaboration étroite entre les entraîneurs des formations scolaires de ces institutions et ceux des équipes du Maverick.



Objectif dépassé pour Montfort



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 14 mai 2009 à 0:25

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Objectif atteint et même dépassé pour la campagne de financement Kilimandjaro 2009 : Au sommet pour Montfort!, alors que la Fondation de l'Hôpital Montfort (FHM) a annoncé avoir récolté un montant de 734 213 \$. Cette escalade du plus haut sommet d'Afrique a permis de dépasser l'objectif de 500 000\$. L'argent amassé pour la FHM servira à payer le nouveau système de mammographie numérique pour les programmes de soins du cancer du Nouveau Montfort.

«Nous sommes heureux d'avoir pu dépasser le montant établi, a lancé la coordonnatrice des dons annuels et des événements spéciaux de la FHM, Julie Briand. Ce qui nous a aidés, c'est que nous avons une merveilleuse équipe de 23 grimpeurs qui devaient aller chercher 5000\$ chacun en commandites. Ce sont eux qui nous ont fortement aidés. Certains ont même pu recueillir jusqu'à 50 000\$. Donc, ce sont les grimpeurs qui ont fait une grosse différence», a-t-elle insisté.

Cet argent de plus servira à rembourser plus rapidement l'achat de cet équipement déjà installé. Un équipement qui a permis à l'hôpital de réduire les temps d'attente des patients.

«On voyait 35 patients par jour, maintenant nous pouvons en accueillir 50. Les temps d'attente ont passé de deux mois à moins de sept jours en temps normal», a-t-elle rappelé.

Mme Briand est confiante que ce nouvel équipement permettra de faire une différence dans la lutte contre le cancer du sein. «Quand vous voyez qu'une femme sur neuf risque d'avoir le cancer du sein au cours de sa vie, dont une sur 28 qui en mourra, il est important d'agir. Si nous pouvons faire de la détection plus rapidement, nous pouvons traiter plus facilement», a-t-elle assuré.



Selon la coordonnatrice des dons annuels et des événements spéciaux de la Fondation de l'Hôpital Montfort, Julie Briand, c'est grâce à «une merveilleuse équipe de 23 grimpeurs» que la Fondation a pu dépasser son objectif de 500 000\$. Photo : Gracieuseté de Julie Briand

Les programmes de soins du nouveau Montfort porteront principalement sur les cancers de la prostate, du côlon et du sein et comprendront une clinique de dépistage du cancer du sein, un service de diagnostic et de traitement ainsi que d'autres activités en clinique et de recherche. De plus, ce programme reposera sur une démarche novatrice axée sur la guérison et la compassion.

Après cette campagne de financement, la Fondation se prépare à d'autres stratégies, sans toutefois trop entrer dans les détails. «C'est certain que nous voulons lancer d'autres campagnes. Nous ne sommes pas encore certains si nous voulons répéter l'escalade du mont Kilimandjaro ou un autre type de défi dans les années à venir. Vous savez, il nous faut beaucoup de commanditaires et de grimpeurs, il ne faut pas les épuiser. Ce ne sera pas pour l'an prochain», a-t-elle conclu.



Ça mange de la bou

cyberpresse.ca

Publié le 13 mai 2009 à 18h36 | Mis à jour le 13 mai 2009 à 18h39

Cours d'histoire: la ministre Courchesne réfute les critiques



Michelle Courchesne
Photo: Le Soleil

Rémi Nadeau

La Presse Canadienne
Québec

Malgré les critiques, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, se dit assurée que le nouveau programme d'histoire de 3^e et de 4^e secondaire est conforme à l'identité québécoise et aux faits historiques.

La ministre Courchesne a été questionnée à l'Assemblée nationale mercredi, après que l'historien Charles-Philippe Courtois, de l'Institut de recherche sur le Québec, ait recommandé au ministère de l'Éducation de retirer ce programme des classes parce qu'il dénationalise l'histoire du Québec.

«J'ai fait revérifier les textes pour m'assurer que nous étions fidèles aux faits. Il ne faut pas mélanger

l'interprétation d'un chercheur à ce qu'on retrouve véritablement dans nos livres d'histoire», a répliqué la ministre, pressée de questions par le député péquiste Pierre Curzi.

«Ne mélangeons pas l'interprétation d'un chercheur qui souhaiterait qu'on y retrouve une plate-forme partisane», a même ajouté Mme Courchesne, alors que M. Courtois a pourtant reçu l'appui de la Société des professeurs d'histoire du Québec.

En reprenant les propos du professeur, le porte-parole péquiste en matière d'éducation a déploré que le nouveau cours, enseigné depuis l'an dernier, évite notamment toute référence à René Lévesque ou à l'affirmation nationale.

«On ne parle plus du rapport Durham, on oublie le concept de l'affirmation nationale lorsqu'on parle de la Révolution tranquille, qu'est-ce qui s'est passé?», a tonné le député Curzi, selon qui le gouvernement devrait «retirer ce cours et retourner à sa planche à dessins».

Mais la ministre a précisé que le nouveau programme d'histoire, d'abord présenté en 2006, a été corrigé depuis

en raison des nombreuses critiques qu'il avait provoquées.

Elle a expliqué que le cours inclut maintenant un contenu de formation lié à la Conquête, aux revendications et à la lutte dans la colonie britannique de 1791 à 1850, et qu'il a fait l'objet d'ajouts quant à la notion d'appartenance nationale au Québec d'aujourd'hui.

«Je suis tout à fait assurée que notre cours d'histoire est conforme à notre identité et aux faits historiques du Québec», a-t-elle répété.

Avant les modifications apportées en 2006, le programme d'histoire enseigné dans les écoles québécoises datait de 1982.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



L'AFO demande aux francophones d'exiger des services en français



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 14 mai 2009 à 0:20

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) a procédé, mardi, au lancement d'une campagne de promotion invitant les Ontariens à réclamer que les services gouvernementaux leur soient fournis en français. Lancée sous le thème «Dis : Services en français», l'objectif premier de cette campagne est de demander aux francophones de se prévaloir de leurs droits, selon la présidente de l'AFO, Mariette Carrier-Fraser.

«L'objectif principal, c'est d'accroître la demande des services en français par la collectivité francophone en Ontario. Toutefois, un autre objectif, peut-être moins évident, est d'interpeller les ministères et les organismes gouvernementaux à offrir plus de services en français», explique Mme Carrier-Fraser.

Il s'agit de la première grande campagne lancée par l'AFO depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur les services en français*, il y a plus de 20 ans.

«On se rend compte de plus en plus que les gens ont un intérêt à obtenir plus de services dans leur langue, constate Mme Carrier-Fraser. Le dossier récent de la santé et du projet de règlement du ministre Caplan nous en a donné un bon exemple. Ce sont des réactions qu'on a reçues depuis les dernières années.»

La signature de la campagne, «Une responsabilité commune, un choix individuel», fait référence à la décision de chaque individu de réclamer ses droits. «Notre responsabilité, c'est de faire valoir nos droits, et celle du gouvernement est de les reconnaître. Mais nous devons faire le choix personnel de



La présidente de l'AFO, Mariette Carrier-Fraser.

Photo : Archives

demander les services en français», poursuit la présidente.

Même son de cloche du côté de la ministre déléguée aux Affaires francophone, Madeleine Meilleur, dont le bureau s'est associé à la campagne de l'AFO.

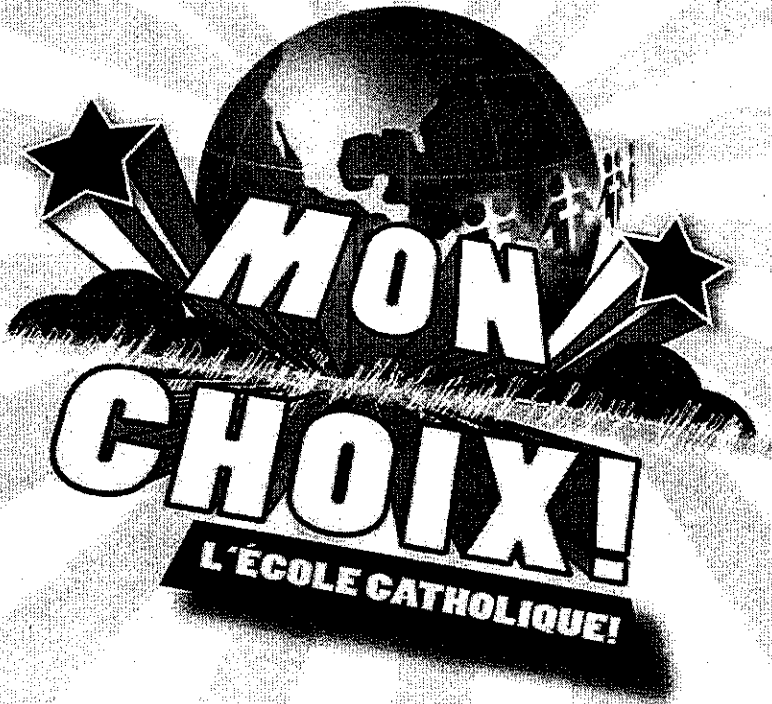
«La responsabilité de l'offre active de services en français revient d'abord au gouvernement mais en même temps, la décision d'utiliser les services en français demeure effectivement un choix très individuel», a déclaré Mme Meilleur.

S'armer de patience

Mariette Carrier-Fraser reconnaît toutefois que les services ne sont pas toujours aussi accessibles en français qu'en anglais, ce qui pourrait inciter des francophones à utiliser la langue de Shakespeare pour faciliter la communication avec les ministères provinciaux. «Il faut s'armer de patience, et si on voit qu'il n'y a pas moyen d'obtenir les services voulus, on indique sur notre site Web la façon de formuler des plaintes au Commissaire aux services en français. Il est malheureux de dire qu'il faut se plaindre, mais parfois, c'est la seule façon de se faire entendre», indique-t-elle.

Celle-ci termine en affirmant que «cette campagne, réalisée avec des moyens modiques, envoie toutefois un message probant à la communauté francophone et au gouvernement : les services en français, c'est notre droit, c'est notre choix».

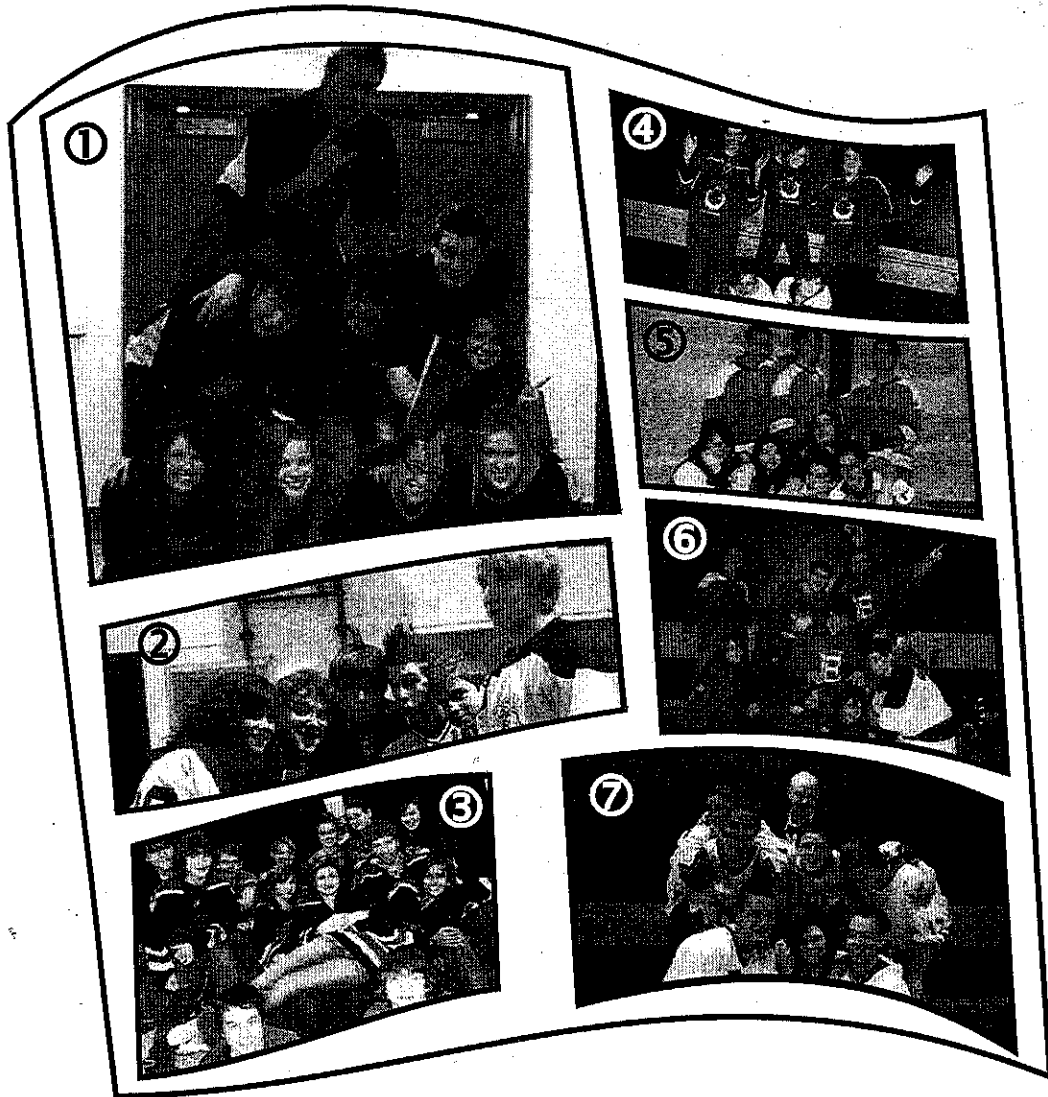
Pour plus détails sur la campagne, les personnes intéressées peuvent consulter le www.servicesfrancais.ca.



Improvisation mixte qui a pour thème : « La ligue d'improvisation du CSDCEO »

C'est à la fin du mois d'avril 2009, à l'École secondaire catholique Embrun, qu'a eu lieu la dernière rencontre de la ligue d'improvisation 2008-2009 du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO), au cours de laquelle plusieurs prix individuels et d'équipe ont été décernés.

Depuis le début de l'année scolaire, les équipes d'improvisation des écoles secondaires du CSDCEO se rencontrent mensuellement, dans une des sept écoles secondaires, afin de participer à un tournoi amical d'improvisation. Cette année, c'est l'équipe de l'École secondaire catholique de Plantagenet, *Les Infutiles*, qui a été couronnée championne du tournoi.



- ① L'École secondaire catholique de Plantagenet, championne du tournoi amical d'improvisation du CSDCEO et du tournoi de l'AFOLIE qui se déroulait à Chapleau, du 29 avril au 2 mai 2009.
- ② L'École secondaire catholique L'Escale de Rockland.
- ③ L'École secondaire catholique régionale de Hawkesbury.
- ④ L'École secondaire catholique La Citadelle de Cornwall.
- ⑤ L'École secondaire catholique de Casselman.
- ⑥ L'École secondaire catholique Embrun.
- ⑦ L'École secondaire catholique Le Relais d'Alexandria.

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Conseil scolaire de
district catholique
de l'Est ontarien

Ensemble, nous faisons toute une différence!

Les écoles catholiques de langue française du CSDCEO offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

1 800 204-4098
www.csdceo.ca





cyberpresse.ca

Publié le 13 mai 2009 à 19h28 | Mis à jour le 13 mai 2009 à 19h28

De l'espoir pour l'hyperactivité



Mathieu Perreault
La Presse

Un chercheur américain a identifié un désordre enzymatique qui pourrait mener à des médicaments contre l'hyperactivité ayant moins d'effets secondaires. Le désordre est situé dans la zone du cerveau liée à la prise de décisions, qui est aussi affectée par cette maladie.

Cette étude de l'Université Harvard, menée sur des rats, fait partie d'une nouvelle vague d'études visant à mieux cibler les traitements pharmaceutiques psychiatriques. « Nous voulons faire pour les maladies psychiatriques le même genre de travail qui a été fait pour le cancer », explique l'auteur de l'étude publiée dans la revue

Neuropsychopharmacology, Bill Carlezon, qui a étudié à l'Université Concordia à Montréal. « Traditionnellement, les nouveaux médicaments sont découverts par essais et erreurs, mais on ne sait pas vraiment comment ils fonctionnent. Si on part plutôt des lacunes biochimiques, les médicaments vont être plus ciblés. »

À l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, le psychiatre Ridha Joober est moins optimiste. « Les maladies psychiatriques impliquent beaucoup de gènes et de systèmes du cerveau, dit le Dr Joober. Il va être difficile de mettre au point des molécules qui ne visent qu'une seule enzyme. Il y a des milliers d'études de ce type, sur des rats, qui semblent prometteuses mais finalement ne mènent à rien. »

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Ça mange de la bou

cyberpresse.ca

Publié le 14 mai 2009 à 07h15 | Mis à jour à 07h16

La garde en milieu familial s'ouvrira à la syndicalisation



Denis Lessard

La Presse

Environ 25 000 personnes, responsables de garde en milieu familial et ressources intermédiaires en services sociaux, auront le droit de se syndiquer à la faveur de deux projets de loi déposés hier à l'Assemblée nationale.

Ministre de la Famille, Tony Tomassi a souligné du même souffle que le dépôt du projet de loi met fin à la possibilité pour ces employées - en très grande majorité des femmes - de déposer des plaintes à la Commission des normes du travail. À la faveur d'une campagne syndicale, pas moins de 1500 plaintes avaient été déposées en vertu des normes minimales

après que le gouvernement eut annoncé, en campagne électorale, qu'il n'interjetait pas appel du verdict de la Cour supérieure, fin octobre. La juge Danièle Grenier y affirmait la liberté d'association de ces travailleuses autonomes.

Parce que les dispositions touchent aussi les travailleuses en milieu familial pour le réseau des affaires sociales - on en trouve environ 10 000 -, la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, a déposé un projet de loi similaire hier.

Le ministre Tomassi a refusé d'évaluer les conséquences de la syndicalisation de ces travailleurs sur les finances publiques - en cour les procureurs de Québec avaient parlé d'un milliard de dépenses supplémentaires.

Pour la ministre Thériault, grâce à ces projets de loi, «le gouvernement va pouvoir conclure des ententes collectives avec une association de ressources reconnues». Pour les garderies en milieu familial, ces femmes qui s'occupent d'environ 91 000 enfants auront aussi accès aux avantages fiscaux offerts aux travailleurs autonomes.

L'initiative de Québec a suscité des réactions diverses. Pour la CSQ qui, depuis 12 ans, revendique la liberté

d'association pour ces travailleurs, il s'agit «d'une avancée importante», a expliqué la vice-présidente, Louise Chabot.

La centrale a discuté depuis quelques mois avec le Conseil du Trésor. «Les droits d'association et de négociation sont reconnus pleinement dans le projet de loi», salue Mme Chabot. Elle juge toutefois difficile de concilier le fait que Québec reconnaisse tout à la fois le statut de travailleur autonome et le droit à l'association. «Après toutes ces années, ces personnes peuvent dire enfin on a accès à des droits», résume la syndicaliste.

La facture de 1 milliard pour Québec, «c'est le chiffre qui a circulé», on doit aussi tenir compte du retrait préventif pour les employées enceintes, des bénéfices de la loi sur les normes du travail pour les congés et les jours de maladie. Pour les accidents de travail, ces travailleuses autonomes n'avaient qu'une protection théorique, compte tenu de leurs faibles revenus - autour de 15 000\$ par année. Ces employées étaient déjà couvertes au chapitre des congés parentaux.

L'intention de Québec n'a pas plu toutefois du côté patronal. L'Association québécoise des centres de la petite enfance - environ 800 garderies et bureaux coordonnateurs - estime que le ministre Tomassi chamberde les structures sous le couvert de la reconnaissance du droit à l'association. «On salue le fait que les responsables de garde obtiennent des conditions équitables», de souligner d'abord Johanne Roy, la présidente de l'association.

Mais, s'empresse-t-elle d'ajouter, le projet de loi prévoit aussi «un brassage de structures». On sépare les centres de la petite enfance des bureaux coordonnateurs. «Cela va coûter plus cher, et il n'y aura pas une place de plus», déplore Mme Roy, soulignant que les employeurs n'avaient jamais été consultés sur ce projet de loi.



Obtenez un billet compagnon gratuit en adhérant à la carte Platine avant le 31 juillet 2009.

150 ANS
DEPUIS 1859



E

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 13 mai 2009 à 23h19 | Mis à jour le 13 mai 2009 à 23h28

Deux autres cas de grippe à Ottawa



Archives, ASSOCIATED PRESS



Philippe Orfali

Le Droit

Le nombre de personnes atteintes de la grippe A (H1N1) continue d'augmenter dans la région. Deux nouveaux cas ont été confirmés hier à Ottawa, ce qui porte le total à sept dans la capitale. Aucun cas n'a pour l'instant été dépisté à Gatineau.

Ces nouveaux cas sont similaires aux autres spécimens signalés jusqu'à présent en Ontario, en ce sens que toutes les personnes atteintes ne présentent que de légers symptômes qui n'ont pas nécessité d'hospitalisation. En fait, la majorité des personnes atteintes par la grippe sont maintenant rétablies.

« Nous nous attendons toujours à ce que d'autres cas du nouveau virus de la grippe A (H1N1) se confirment dans la région », a déclaré hier le médecin chef de santé publique d'Ottawa, le Dr Isra Levy.

La grippe porcine est une maladie respiratoire qui provoque des symptômes qui ressemblent à ceux de la grippe, y compris de la fièvre, des maux de tête, une perte d'appétit, une toux et un mal de gorge. On la traite comme toute autre grippe.

« Santé publique Ottawa continue de surveiller la situation de près et demeure en communication étroite avec les divers intervenants du secteur des soins de santé afin de protéger la santé des résidents d'Ottawa », a réitéré hier le Dr Levy.

Du côté de l'Outaouais, aucune personne souffrant de la grippe A (H1N1) n'a toujours été identifiée, révèlent les données de l'Agence de la Santé publique et des Services sociaux.

31 nouveaux cas au Canada

La grippe A (H1N1) poursuit sa progression un peu partout au pays. Dans la seule journée d'hier, 31 nouveaux cas ont été recensés, donc six nouveaux cas en Ontario.

Au Québec, « une personne d'âge scolaire » a été diagnostiquée avec cette grippe à Laval, ont signalé les autorités sans donner plus de détails. La personne atteinte présente des signes bénins de la maladie.

Les autorités ont jusqu'à maintenant identifiées 389 cas au pays. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé hier que 500 nouveaux cas s'étaient ajoutés dans le monde, portant le total à plus de 6000.

Le nombre de pays touchés atteint maintenant 34.

Selon les plus récentes données de l'OMS, la grippe aurait fait au moins 63 décès dans le monde, dont 58 au Mexique, trois aux États-Unis, un au Canada et un au Costa Rica.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 13 mai 2009 à 14h07 | Mis à jour le 13 mai 2009 à 14h14

Les consommateurs de la planète plus attentifs à l'environnement



Photo: AFP

Agence France-Presse
Washington

Les consommateurs de la planète sont plus attentifs à l'impact de leur mode de vie sur l'environnement, une prise de conscience stimulée par la crise économique qui oblige à revoir ses dépenses d'énergie, selon une étude publiée mercredi.

Le magazine National Geographic et l'institut de sondage Globescan ont mené pour la 2e année consécutive une enquête en ligne auprès de 17.000 consommateurs de 17 pays, évaluant leur comportement dans quatre domaines: logement, transport, alimentation et produits de consommation.

L'Inde, le Brésil et la Chine affichent les meilleurs scores. Américains et

Canadiens sont la lanterne rouge du classement en termes d'impact de leurs modes de vie et de consommation sur l'environnement, tandis qu'Espagnols, Allemands et Français font des progrès. En Russie et au Mexique, la situation s'est un peu détériorée par rapport à l'an passé.

La récession joue un grand rôle dans la modification des comportements dans la plupart des pays, notent les auteurs de l'enquête.

«Le bouleversement économique semble avoir été une bonne nouvelle pour l'environnement», a relevé Terry Garcia, vice président de National Geographic, lors d'une conférence de presse à Washington.

«Mais ces changements positifs dans les comportements survivront-ils à la reprise? Nous espérons que les attitudes écologiques que les consommateurs adoptent pour faire des économies deviendront partie intégrante de leur mode de vie», a-t-il ajouté.

Quelque 80% des personnes interrogées expliquent que l'argent est la principale raison qui les pousse à réduire leur consommation d'énergie.

Une large majorité (55%) se disent «très inquiets des problèmes écologiques», 14% ne l'étant pas du tout. Six consommateurs sur 10 pensent que l'on doit consommer moins afin de préserver l'environnement pour les générations futures.

C'est dans le logement que les plus grandes améliorations ont été remarquées: Indiens, Chinois, Mexicains, Espagnols et Français ayant fait des progrès sur les économies d'énergie dans leur maison. Les Brésiliens, au 1er rang, sont ceux qui utilisent le plus souvent des énergie renouvelables pour l'électricité.

Dans les transports, ce sont les Chinois qui affichent le meilleur score: 85% d'entre eux expliquent avoir enfourché davantage leur bicyclette ou marché, à cause de la hausse des prix des carburants.

L'étude note que les consommateurs des pays en développement dépensent de toute façon moins pour le logement ou les transports, ayant «généralement des résidences plus petites» ou «utilisant davantage la marche, le vélo ou les transports en commun».

Dans les transports, les Américains, qui demeurent en dernière position, ont nettement réduit le nombre de kilomètres parcourus au volant alors que les Brésiliens (7e) sont des aficionados du covoiturage.

Dans l'alimentation, les Américains ont fait de gros progrès, passant de l'avant-dernière à la 13e place en réduisant leur consommation de bouteilles d'eau et en augmentant leurs achats de produits locaux.

En ce qui concerne les produits de consommation, on observe un recul général des achats pour la maison. Les habitudes de recyclage se sont améliorées en Australie, au Canada, en France et en Allemagne tandis qu'une nouvelle tendance est apparue aux Etats-Unis, celle de réparer les objets cassés.

De tous les consommateurs, ce sont les Français qui utilisent le plus leurs propres sacs à provisions pour faire les courses, tandis que quatre fois plus de Chinois font désormais de même après que le gouvernement a interdit les sacs plastiques gratuits dans les magasins.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Summer heats up for punks

By AEDAN HELMER

Last Updated: 14th May 2009, 2:48am

Ottawa police will once again be out in force this spring and summer, patrolling known trouble spots in response to complaints concerning youth disturbances.

Police, bylaw officers and corporate security will team up to focus on public parks and other known hotspots for criminal activity and "disorderly" youth.

Last week, the police warned that the unsanctioned high school year-end party known as Tequila Sunrise will not be tolerated.

Police also said they will enforce violations of noise complaints and restricted access parks between 11 p.m. and 5 a.m. throughout the summer.

Residents are asked to report any non-life-threatening criminal activity to the police call centre at 613-236-1222 ext. 7300.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Youth mental health mishandled: experts

Program funded instead of treated as medical service

BY LEE GREENBERG, THE OTTAWA CITIZEN MAY 14, 2009

Ontario's decision to fund youth mental health as a social program rather than a health service explains why Ottawa's well-regarded Roberts/Smart Centre is facing bankruptcy, several experts said Wednesday.

However, one of those experts said the centre's predicament also exposes weaknesses in its own operations.

After running a deficit of \$200,000 on a \$7.3-million budget last year, the board of directors has authorized the management of the youth mental-health centre -- Ottawa's largest, and one of only two in the province with secure-custody beds -- to file for bankruptcy at the end of the month if need be.

Alex Thomson, executive director of Lynwood Hall, one of Hamilton's largest youth psychiatric facilities, says the Roberts/Smart "business model" relies too much on revenues from child welfare organizations to keep it afloat.

Roberts/Smart counts on the Children's Aid Society or half its revenues, through deals that see the agency buy access to beds and other services for children in care who need mental-health help. The other half of the centre's funding comes directly from the Ministry of Children and Youth Services. A similar facility in Hamilton, the Community Adolescent Network, shut its doors in March after adding a host of new beds funded with CAS referrals.

"What's happened there is the child-welfare world has been under the gun like everyone else -- and they are making decisions to find alternatives to residential service and to not buy those beds," said Thomson. "So when an organization puts itself in a position to be dependent on revenue that can come and go, what happens is you end up in trouble."

Thomson said he was aware the Ottawa facility, which has 39 beds and serves as many as 95 children at a time, was in just such a position.

"I knew that about Roberts/Smart," he said. "And I knew that somewhere along the way that would come home to roost."

Thomson's own facility relies on the local Children's Aid Society (itself funded by the Ministry of Children and Youth Services, meaning all the money originates with the same ministry) for only 15 per cent of its revenue.

Cameron MacLeod, executive director of the Roberts/Smart Centre, acknowledged the centre's fragile funding model.

"As a private operator, you're really at the whim of the market," he said.

Those problems were exacerbated last year by vacancies, including "two or three" beds in a francophone group home that were open for several weeks, he said.

All the centre's eight-bed group homes are staffed around the clock, whether the beds are occupied or not. When they're occupied, the centre gets \$431 a night.

"There are no economies of scale," MacLeod says.

Both the board and its executive director complained the centre is chronically underfunded. They are seeking an agreement to tie funding increases to the rate of inflation.

The facility has good reason to complain, several experts argued Wednesday.

Gordon Floyd, executive director of Children's Mental Health Ontario, said agencies in the sector have not received funding increases in 12 of the past 15 years.

"They lost about 25 per cent of their capacity just due to inflation," he says.

At the same time, the ministry expects facilities like Lynwood and Roberts/Smart to provide the same level of service, says Alex Thomson in Hamilton. He says outpatient services can cut corners by doing things like decreasing the frequency of treatment. For residential services, that is impossible.

It's possible that "the cost of purchasing beds is way too expensive for this province."

Floyd, Thomson and others believe the funding problems with youth mental health begin with its classification as a social -- rather than health -- problem. Unlike adult psychiatry, children's mental health is funded through the Ministry of Children and Family Services.

"They're not dealing with children properly," says Heather Elbard, a former program director of a youth facility in Hamilton. "And it's particularly sad because we know there's a large percentage of people whose mental health problems ... start in their early teens, which may be worse because they don't get the early intervention they need."

Elbard says there is evidence youth psychiatric problems are even more intense during bad economic times.

"Mental health problems are a combination of genetic factors and environmental factors," she said.

"And when families are more stressed -- when incomes are less, whenever people are out of work ... that can exacerbate existing conditions."

Experts believe nearly one in five children suffers from a diagnosable mental health disorder, including addictions.

Ontario's Liberal government has so far not agreed to boost funding for Roberts/Smart. Ministry officials are working with the centre to find a solution.

"The ministers have said we're really concerned about maintaining those services," Premier Dalton McGuinty said Wednesday. "And we're going to find a way to do that. I don't know whether that means that the centre itself will continue to be the delivery agent for those services. But ... we will find a way to make sure those services are there."

The centre, which opened in 1973, serves 12-to-18-year-olds with complex behavioural and emotional problems. These include suicidal tendencies, aggressiveness and violence, fire-setting, and self-harm such as patients who cut their bodies or bang their heads against walls.

"They handle some of the most difficult kids," says Floyd. "There are only a couple other agencies in the province that are equipped at a staff level to deal with kids whose problems are so severe as the ones at Roberts/Smart."

The centre's eight-bed secure unit is the only such facility in the region and one of only two in the province. Roberts/Smart also maintains 31 other beds and unique service for francophones.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen